

C'est là peut-être le cœur du principal problème au Canada aujourd'hui: cette attitude de la part du gouvernement qui dirige le pays depuis 1968. Bref, il a profité de notre situation monétaire et fiscale pour servir son propre opportunisme politique au lieu de s'attacher aux réalités économiques du jour. Et quand je dis cela, je le dis de propos délibéré. Qu'on n'oublie pas le simple fait que la source de l'inflation dans quelque pays que ce soit ne fait absolument pas de mystère. Au Canada, l'inflation est fabriquée à Ottawa; l'inflation est fabriquée par le gouvernement du jour, le gouvernement Trudeau.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Il est intéressant d'examiner d'une part l'attitude adoptée au Canada face à l'inflation au cours des 24 ou 25 dernières années et, d'autre part, la croissance réelle de l'économie et celle de la masse monétaire tout au long de ces quatre périodes de six ans. Il n'est pas nécessaire d'être docteur en économie pour savoir exactement ce qui s'est passé. A propos, je me fonde sur des chiffres que le gouvernement a déposés ici même en réponse à une question que j'ai inscrite au *Feuilleton* le 21 octobre de l'an dernier. Pour les six années qui se sont terminées en octobre 1958, le Canada a connu un taux d'inflation de 8.6 p. 100. Je souligne ce chiffre, pendant ces six années, l'inflation a été de 8.6 p. 100 au Canada. Pendant les six années suivantes, se terminant en octobre 1964, le taux d'inflation a baissé pour se stabiliser à 7.6 p. 100. Mais pendant les six années qui ont suivi, il a grimpé à 24.1 p. 100 et à 55.3 p. 100 pour la période de six ans qui s'est terminée en octobre 1976. Bref, de six ans en six ans, le taux d'inflation est passé de 8.6 et 7.6 p. 100 à 55.3 p. 100.

● (1630)

Considérons le gonflement de la masse monétaire qui s'est ensuivi. On constate que pendant la première période de six ans dont il a été question, notre masse monétaire s'est accrue de 25.9 p. 100, alors que la croissance réelle a été de 22.8 p. 100. En un mot, ce fut une époque de gestion saine en matière de fiscalité et de question monétaire. La masse monétaire a progressé à peu près au même rythme que l'économie. Je signale que dans l'ensemble, ces années d'inflation modérée correspondent aux années où les conservateurs étaient au pouvoir. Durant cette période, la masse monétaire s'est accrue de 19.9 p. 100, tandis que l'économie connaissait une croissance réelle de 31.6 p. 100. Il est clair que l'on ne peut qualifier d'inflationniste la croissance de la masse monétaire dans ces années-là.

Or, dans la période suivante de six ans, on observe un changement bien caractéristique de l'attitude libérale. Pour la première fois, la croissance de la masse monétaire commence à dépasser la croissance réelle de l'économie. On constate qu'au cours de cette période de six ans, la masse monétaire s'est accrue de 43.2 p. 100, alors que l'économie n'enregistrait qu'une croissance réelle de 34.7 p. 100. Il est également intéressant de noter ce qu'il est advenu de notre masse monétaire au cours de la période allant d'octobre 1970 à octobre 1976. Elle a connu une hausse de 100.2 p. 100, monsieur l'Orateur, alors que la croissance réelle de l'économie ne se chiffrait qu'à 31.7 p. 100. Est-il étonnant alors que notre pays ait connu un taux d'inflation de 55.3 p. 100, quand on songe que pendant cette période où le taux de la croissance réelle de l'économie se chiffrait à 31.7 p. 100, le gouvernement a gonflé la masse monétaire de 100.2 p. 100?

Dettes gouvernementales

Examinons la question sous un autre angle pour voir dans quelle mesure le gouvernement a abusé de la planche à billets. Nous constatons qu'alors que la croissance de la masse monétaire a à peu près égalé la croissance réelle de l'économie au cours des six années se terminant en 1964, soit la période au cours de laquelle on a enregistré un taux d'inflation de 7.6 p. 100, la croissance de la masse monétaire pour l'autre période mentionnée, parce que le gouvernement a créé ou comme disent certains, imprimé trop d'argent, a été de cinq fois la croissance économique réelle. Voilà les faits.

Le ministre a fait des généralisations sur les conséquences inflationnistes de la théorie et de la proposition du Crédit social. Tout ce que je peux dire, c'est que le ministre aurait dû se documenter. Son gouvernement a, au fond, adopté bon nombre de principes préconisés par le Parti Crédit Social, soit le monnayage de l'énorme dette qu'il a contractée depuis son accession au pouvoir en 1968. Je précise. Le gouvernement aime faire du baratin, dissimuler la valeur réelle de cette dette. Certains chiffres ont été mentionnés aujourd'hui. D'après la réponse qu'on a donnée à ma dernière question au *Feuilleton*, le dette nationale brute, y compris les obligations éventuelles—j'insiste sur ces obligations éventuelles parce que le gouvernement adore minimiser sa dette en les passant sous silence—cette dette donc s'élevait à 78,326 milliards de dollars au 31 mars 1975. Cela fait deux ans de cela. Actuellement, il est fort probable qu'elle dépasse les 80 milliards, peut-être même les 90 milliards si l'on tient compte de toutes les obligations. Je signale que lorsque le gouvernement a pris le pouvoir en mars 1968, la dette brute du Canada n'était que de 42 milliards. Donc, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a plus que doublé cette dette.

En somme, lorsqu'un gouvernement dépense à outrance comme l'a fait le gouvernement actuel, il peut couvrir ses dépenses de trois façons seulement: il peut recourir aux moyens honorables que sont les impôts ou encore emprunter du secteur privé. S'il fait trop d'emprunts du secteur privé, il va faire monter les taux d'intérêt dans ce secteur. En troisième lieu, le gouvernement peut recourir au moyen le plus déshonorant: monnayer sa dette en se rabattant sur la Banque du Canada. Le gouvernement a surtout employé ce dernier moyen pour financer ces dettes.

Vous pouvez vérifier mes chiffres, monsieur l'Orateur. A la Banque du Canada tout le monde cite un bilan sur la situation financière du Canada, où l'on trouve un état détaillé de l'ensemble des besoins financiers du Canada. On y voit où le gouvernement est allé chercher des fonds. J'ai donné des chiffres portant la période de six ans qui a pris fin en 1970. Il est intéressant de noter que, tandis que notre taux d'inflation montait quelque peu, le gouvernement continuait à emprunter modérément à la Banque du Canada, pour financer ses activités courantes. Dans cette période de six ans, les emprunts du gouvernement à la Banque du Canada ont atteint 1.163 milliard de dollars.

Puis nous avons assisté à un revirement du côté du cabinet. Ce revirement s'est peut-être fait plus net lorsque John Turner est devenu ministre des Finances. De tous les ministres des Finances que le Canada a eu depuis la Confédération, il n'y en a jamais eu un aussi dépensier que John Turner.